

# Coalition pour un Québec des Régions

## COMMUNIQUÉ

### Où se cache le ministre Lessard?

*Saint-Germain-de-Kamouraska, 1<sup>er</sup> avril 2009.* La Coalition pour un Québec des régions revient à la charge dans le débat qui entoure l'application des réformes proposées par le rapport Pronovost sur l'avenir de l'agriculture et **demande au ministre de l'agriculture et de l'alimentation Laurent Lessard de sortir de sa réserve et de prendre la défense du rapport**, que viennent de confirmer d'ailleurs les rapports qu'il avait lui-même commandé concernant le financement (Saint-Pierre), le zonage agricole (Ouimet) et les circuits courts de mise en marché.

En effet, alors que le rapport de Michel Saint-Pierre déposé vendredi dernier confirme les recommandations du rapport Pronovost et dénonce ouvertement le scandale de millions d'aide versés par la Financière agricole aux gros producteurs devenus à toutes fins pratiques des assistés sociaux; alors que l'UPA et ses alliés corporatifs, forts du droit de veto qu'ils ont extorqué à Jean Charest en campagne électorale via un comité bipartite État-UPA, font tout pour défendre leurs privilèges; alors que des milliers de petits producteurs et de consommateurs réclament l'application du rapport Pronovost pour assurer une occupation du territoire et une alimentation locale de qualité, **le ministre Laurent Lessard, qui est censé être le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation de tous les Québécois, reste silencieux et caché.** Pire, en coulisse, il s'adjoint comme conseiller un «expert», Michel Morisset, qui n'est rien d'autre qu'un cheval de Troie des opposants aux réformes proposées.

#### **Les enjeux de société dans ce débat sont majeurs.**

Les réformes proposées par le rapport Saint-Pierre, dans l'optique du rapport Pronovost, visent à réduire la part démesurée du soutien financier accaparée par les barons des grandes productions concentrés dans les régions centrales du Québec et à accorder un meilleur soutien aux fermes qui permettent de maintenir une occupation du territoire en régions périphériques, offrent une alimentation locale et adoptent des pratiques agricoles plus écologiques. L'agriculture biologique, qui observe déjà des cahiers de charge contrôlés, pourrait profiter rapidement de ces réformes.

De son côté, le rapport Ouimet, présentement à l'étude, conformément aux recommandations du rapport Pronovost lui aussi, propose d'adapter la gestion du zonage agricole aux besoins et particularités différentes dans les régions périurbaines et les régions périphériques en dépeuplement, comme le réclament les municipalités rurales depuis des années.

D'autres chantiers concernent les mesures à prendre pour permettre le développement de la transformation et de la mise en marché des produits des fermes de proximité partout

sur le territoire au lieu de laisser libre cours aux grandes chaînes alimentaires. La popularité des produits locaux, biologiques et du terroir démontre que de plus en plus de consommateurs désirent avoir accès décemment à ces produits.

La Coalition, comme un nombre croissant d'autres intervenants, estime que ces enjeux sont déterminants pour l'avenir du Québec, de ses collectivités territoriales et de la qualité de vie de ses citoyens. Tout le monde contribue par ses taxes et ses impôts au soutien à notre agriculture. Le ministre et le gouvernement Charest ne peuvent plus se défilier et se doivent de défendre l'intérêt collectif plutôt que de laisser des intérêts corporatifs saboter une future politique agricole qui a déjà trop tardé. Au surplus, investir dans le renforcement de nos produits et de marchés intérieurs et régionaux ne peut que favoriser une meilleure sortie de crise économique.

Coalition pour un Québec des Régions

Information : Roméo Bouchard, 418-492-5727, [coalition@libererlesquebecs.com](mailto:coalition@libererlesquebecs.com)